

L'aide belge au Burundi en ballotage

Au moins une personne a été tuée par les tirs de la police jeudi à Bujumbura, où les manifestations contre un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza ont repris de plus belle malgré la riposte musclée des policiers. La Belgique menace de suspendre son aide.

Dans le quartier de Musaga, un des bastions de la contestation, la police a poursuivi ses opérations de «restauration de l'ordre» lancées la veille. Des tirs sporadiques ont été entendus toute la nuit et ont repris à un rythme soutenu dans la matinée, alors que des manifestants tentaient de se regrouper dans les ruelles et harcelaient les forces de l'ordre à coups de pierres. Les policiers ripostaient avec leurs kalachnikovs, tirant au jugé et parfois à hauteur d'homme. Un manifestant a été mortellement touché au dos, selon des témoins.

Plus d'une vingtaine de personnes ont été tuées depuis le début, fin avril, des manifestations contre une candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat à l'élection présidentielle du 26 juin prochain. Ce mouvement, qui touche essentiellement la capitale Bujumbura, a été sévèrement ré-

primé par la police.

Sur le front diplomatique, la Belgique a annoncé jeudi qu'elle suspendrait son aide au Burundi si le président sortant décidait de se présenter à l'élection présidentielle.

«Les choix dans les semaines à venir pourraient avoir une influence drastique sur la coopération», a déclaré le ministre de la Coopération, Alexander De Croo (Open VLD), à l'issue du conseil des ministres. «Un troisième mandat entacherait au plus haut niveau la légitimité de l'exécutif burundais», a-t-il précisé.

L'aide au développement fournie par la Belgique au Burundi était de 47,4 millions d'euros en 2013, dont 34,4 millions affectés à la coopération gouvernementale.

Mercredi déjà, le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), avait exprimé publiquement l'opposition de la Belgique à un troisième mandat de Pierre Nkurunziza. «Il est évident que la Belgique y est opposée dans la mesure où ce troisième mandat n'est pas conforme à l'accord d'Arusha qui est, pour nous, le socle de la réconciliation et de la démocratie burundaises», a déclaré le ministre libéral lors d'un échange de vues en Commission des Relations extérieures de la Chambre.

BELGA, AFP, REUTERS

«Un troisième mandat entacherait au plus haut niveau la légitimité de l'exécutif burundais.»

ALEXANDER DE CROO
MINISTRE DE LA COOPÉRATION